

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE



L'actualité mondiale en quelques points

DEF'INSEEC

NUMÉRO 12 - FIN JANVIER

2022



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Bastien POULIQUEN, Clémence FROMONT
- correction par Clémence FROMONT*

6

MOYEN ORIENT

*par Louis PICOULEAU et Justin ROBERT
- correction par Justin ROBERT*

8

AFRIQUE

*par Arnaud LECHEN, Vincent RASTETTER, Maxime DUPINET
- correction par Vincent RASTETTER, Camille THIBAUT*

11

ASIE

*par Aline MARIN, Léane MARTIN, Anastasie ROBUCHON-LEE
- correction par Jasmine BEN LAHCENE*

14

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Alexandre DELORME et Lola MARTENS
- correction par Lola MARTENS*

RÉDACTRICE EN CHEF

Camille THIBAUT

EUROPE

EXERCICE DE L'OTAN "GOLD RESPONSE"

L'exercice de l'OTAN Cold Response 2022 se déroulera dans la seconde moitié du mois de mars. Il devrait réunir près de 35 000 soldats venant de 28 pays différents, et sera alors le plus grand exercice militaire dans le cercle arctique depuis les années 1980. Le 11 janvier 2022, la Royal Navy a annoncé que son porte-avion le plus récent, "l'*HMS Prince of Wales*" prendra part aux manœuvres. Il devrait y être rejoint par le groupe aéronaval américain "*USS Harry S Truman*" qui navigue actuellement en Méditerranée orientale en réponse aux pressions russes en Ukraine. Ce porte-avion américain fait partie de la classe *Nimitz*, il peut accueillir jusqu'à 90 avions et hélicoptères et est propulsé par deux réacteurs nucléaires.



L'exercice devrait se dérouler à la fois sur mer, sur terre et dans les airs selon la répartition suivante : 14 000 soldats sur terre, 13 000 sur mer et 8 000 servant dans les quartiers généraux et les forces aériennes. La zone principale de déploiement sera le district d'Ofoten situé dans le nord de la Norvège, une région accueillant régulièrement des exercices militaires américains, anglais et néerlandais. L'OTAN semble vouloir assurer une certaine transparence en invitant les 57 Etats membres de l'OSCE. Le général Eirik Kristoffersen des forces armées norvégiennes a confirmé que la Russie serait bien invitée aux exercices.

Bastien POULIQUEN

NOUVEL ACCORD MILITAIRE FRANCO-GREC

En octobre 2021, la Grèce et la France ont signé, une première fois, un accord militaire prévoyant une entraide mutuelle en cas « *d'agression armée* » contre l'un des deux territoires. Le Parlement grec a, de plus, prévu d'acheter pour la somme 3 milliards d'euros des navires français, l'un des principaux objectifs étant de défendre ses côtes contre son ennemi historique : la Turquie.

En janvier 2022, une coopération militaire s'est réitérée entre les deux pays européens. Cette fois-ci un accord bilatéral concernant la stratégie militaire a été signé constituant avant tout une « feuille de route » qui dessine les grands traits de la mise en place d'un projet commun. Ce texte a été ratifié en présence du général français et chef d'État-Major des armées Thierry Burkhard et de son homologue, le général grec Konstantinos Floros. L'Etat-major des forces françaises a indiqué que c'était un « partenariat stratégique [qui] unit les deux pays sur le plan militaire ».



Cette coopération permet, en dépit d'une Europe de la défense, de conjuguer les forces de la première et de la dixième puissance militaire européenne. Cette union aurait pour but, toujours selon les dires de l'Etat-major de "renforcer et structurer dans la durée les relations militaires de défense" et de "matérialiser la coopération militaire bilatérale franco-grecque aux niveaux stratégique et opérationnel".

Ces derniers mois la Grèce a tenté de s'imposer en Méditerranée et de réaffirmer ses positions. Le domaine militaire est sûrement le moyen que le pays utilise pour redorer son image face à la crise qui a submergé pour un temps la Grèce.

Clémence FROMONT

LE CHEF DE LA MARINE ALLEMANDE CONTRAINT À LA DÉMISSION

Face au conflit russo-ukrainien qui perdure depuis 2014, les réactions des pays du monde entier ont différé. Depuis plusieurs mois maintenant, les conflits ont repris avec une ardeur débordante et, cette semaine, l'Allemagne a réagi.

En effet, le 22 janvier dernier le chef de la Marine allemande a été contraint de démissionner. Le vice-amiral Kay-Achim Schönbach a quitté son poste lorsque les rumeurs de l'invasion de l'Ukraine par la Russie se sont amplifiées. Pour lui, cette annexion serait avant tout une idée irréfléchie et aurait des conséquences majeures en Europe. L'utilisation du mot « *ineptie* » pour qualifier ces actes est souvent revenue à la suite de sa démission « *avec effet immédiat* ».

Une réunion s'est tenue quelques jours auparavant et le vice-amiral déclarait alors « *il est facile de lui [Vladimir Poutine] accorder le respect qu'il veut, et qu'il mérite aussi probablement* ». Le choc de ces propos n'est pas une première de la part du vice amiral : déjà en 2014 lorsque la Russie avait annexé la Crimée il avait estimé que la Crimée « *était partie et ne reviendrait pas* ».

Une démission puisque les propos ne représentent en rien les positions politiques prises par le ministère de la Défense allemande. Le gouvernement russe n'a réagi ni aux propos utilisés, ni à la démission du vice-amiral.

Clémence FROMONT



MOYEN-ORIENT

LES REBELLES YEMENITES HOUTISTES TIRENT SUR LES EMIRATS ARABES UNIS ET L'ARABIE SAOUDITE

Depuis 2014 au Yémen, la guerre civile opposant rebelles houthistes au gouvernement a vu l'intervention de l'Arabie Saoudite grandir. En 2015, les Émirats arabes unis se sont ralliés à la coalition militaire sous commandement saoudien en soutien au gouvernement yéménite face aux rebelles soutenus par l'Iran. En plus de sept ans de guerre, l'ONU dénombre près de 377.000 morts et qualifie le conflit de « crime de guerre ». De son côté, la coalition accuse les rebelles yéménites d'utiliser leurs civils comme boucliers humains alors que les 30 millions d'habitants souffrent de famine. Le lundi 24 janvier 2022, des missiles balistiques ont été lancés par les rebelles Houthis contre les Emirats Arabes Unis, missiles qui furent interceptés : des blessés ont été recensés. Précédemment, le 17 janvier dernier, les rebelles yéménites ont revendiqué l'attaque de drones ainsi que l'envoi de missiles qui ont frappé des installations pétrolières et l'aéroport d'Abou Dhabi. L'Arabie Saoudite, ayant subi deux attaques, a annoncé à travers le ministère de la Défense que deux personnes avaient été blessées. Des tirs que le ministère attribue aux Houthis contre la ville de Jazan au Sud ainsi que vers Dhahran Al-Janoub au Sud de la nation à la tête de la coalition militaire. En réponse, l'alliance militaire commandée par Riyad a indiqué avoir détruit une « plateforme de lancement de missiles balistiques dans la région d'Al-Jawf » dans le Nord du Yémen. La réponse militaire du Yémen a accentué les crispations entre les riches pays du Golfe et le Yémen constituant un tournant dans le conflit.

Louis PICOULEAU



Des partisans des rebelles houthis du Yémen marchent dans la capitale Sanaa en portant une roquette factice, le 21 janvier 2022. Mohammed Huwais, AFP.

MOYEN-ORIENT

DES DJIHADISTES D'UNE PRISON KURDE EN LIBERTÉ APRÈS DES COMBATS ENTRE LES FORCES DÉMOCRATIQUES KURDES ET DES MEMBRES DE L'ETAT ISLAMIQUE

Trois ans après la chute de son califat autoproclamé, l'organisation Etat islamique (EI) poursuit sa stratégie de déstabilisation dans les territoires qu'elle a perdus en Syrie et en Irak, afin de reconstituer ses zones d'influence. Le groupe djihadiste a lancé, jeudi 20 janvier au soir, à Hassaké, dans le nord-est de la Syrie administré par les forces kurdes, sa plus grande opération militaire depuis 2019, en attaquant la prison de Ghwayran pour libérer des détenus. Les combats qui se poursuivaient samedi, ont déjà fait plusieurs dizaines de morts.

L'assaut contre la prison de Ghwayran a été lancé par des combattants de l'EI lourdement armés. Plus d'une centaine d'assailants, emmenés par des djihadistes étrangers, la plupart irakiens, y ont participé. A l'intérieur de la prison, où se trouvent près de 5 000 détenus, se trouvaient des commandants de l'Etat islamique et des membres parmi les plus dangereux du groupe.

Un nombre indéterminé de prisonniers a profité de l'explosion d'une voiture piégée devant la prison et des combats avec les forces kurdes pour s'évader. Les FDS (Forces Démocratiques Kurdes) ont annoncé avoir arrêté plus de 100 évadés. Sept membres des FDS et 28 combattants de l'Etat islamique ont été tués dans les affrontements, d'après une source kurde.

Revendiquée par le groupe Etat islamique, cette attaque confirme les inquiétudes quant à une résurgence du groupe en Syrie et en Irak. Ce dernier exploite les failles sécuritaires du pays entrainé par 10 ans de guerre. Selon les experts des Nations unies, Plus de 10 000 combattants, fondus dans la population, seraient encore actifs dans les deux pays. Ainsi, l'Etat islamique reste une menace existentielle en Syrie, en Irak et par conséquent pour les pays occidentaux, notamment la France.

Justin ROBERT



Les forces kurdes se déploient dans la ville de Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, le 22 janvier 2022/ AFP.

AFRIQUE

BURKINA FASO : DERNIÈRE VICTIME DE LA VAGUE DES COUPS D'ETAT MILITAIRE EN AFRIQUE

Le dimanche 23 janvier 2022, une partie des militaires des forces armées du Burkina Faso se mutinent contre le pouvoir en place. Les soldats rebelles, comme ceux du camp militaire de Sangoulé-Lamizana, proche de la capitale Ouagadougou, accusent le pouvoir de ne pas donner assez de moyens aux militaires dans le cadre du conflit qui fait rage entre l'Etat Burkinabè et les djihadistes au nord du pays depuis 7 années.

De ce fait, dans la nuit du 23 au 24 janvier, des coups de feu ont éclaté près du Palais présidentiel, dont certaines informations laissent croire à l'arrestation et à la détention du Président Roch Marc Christian Kabore par les soldats rebelles. Le 24 janvier au soir, après avoir pris possession des locaux de la radio et de la télévision, les soldats rebelles annoncent la destitution du président Kabore et la prise du pouvoir du "*Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration*" (MPSR), avec à sa tête le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Ce mouvement regroupe l'ensemble de l'appareil sécuritaire de l'Etat Burkinabè. De ce fait, les militaires ont annoncé la fermeture des frontières, la dissolution du Gouvernement et de l'Assemblée nationale ainsi que la suspension de la Constitution.

Le coup d'Etat a été condamné à l'international par les pays-membres de la CEDEAO, de l'ONU et des pays Occidentaux en général. La Russie approuve le coup d'Etat sans le soutenir directement et officiellement. La prise de pouvoir des forces armées du Burkina Faso s'inscrit dans le retour des régimes militaires en Afrique, comme au Soudan avec Abdel Fattah al-Burhan, Mahamat Déby au Tchad, Mamadi Doumbouya en Guinée et Assimi Goïta au Mali. Ce coup d'Etat s'inscrit dans la semblable dégradation de la situation sécuritaire, économique et politique au Sahel.

Arnaud LECHENE



AFRIQUE

MATÉRIEL MILITAIRE AMÉRICAIN POUR L'EGYPTE : UN PROGRÈS AU NIVEAU DES DROITS HUMAINS ?

Le 25 janvier 2022 une potentielle vente de matériel militaire américain à hauteur de 2,5 milliards de dollars à l'Égypte est annoncée. Elle semble confirmée le lendemain.

La vente comporte essentiellement (2,2 milliards de dollars) 12 Super Hercules C-130 (aéronefs de transport) de Lockheed Martin, ainsi que de l'équipement opérationnel (dont des systèmes d'alerte antimissiles et des systèmes GPS) et de remplacement (dont des moteurs). Trois radars de veille aérienne (à trois dimensions) SPS-48 de L3Harris, déjà déployés par l'armée égyptienne, et du matériel de remplacement sont aussi inclus dans les 2,5 milliards de dollars.

La date de l'annonce de cette vente éventuelle questionne la crédibilité du gel américain de 130 millions de dollars destinés au soutien sécuritaire à l'Égypte, en septembre 2021.



Ce gel sera par ailleurs réévalué fin janvier 2022. À noter que l'assistance bilatérale pour l'Égypte pour les années fiscales 2021 et 2022 est de 1,4 milliards de dollars par année.

Motivé par des violations des droits de l'Homme, ce gel est symptôme de la poursuite égyptienne des activistes islamistes et séculaires qui ont réussi à destituer Hosni Moubarak dans le cadre du Printemps arabe. Ainsi l'état d'urgence est actif depuis avril 2017, le Président Abdel Fattah el-Sissi annonce en octobre 2021 ne plus le prolonger. Bien que les éléments constituant cette dernière vente américaine semblent à praticité limitée dans le cadre de ces poursuites, le régime égyptien reste de facto soutenu par les Américains qui voient un allié d'une grande importance stratégique dans la région, notamment dans la médiation entre Israël et la Palestine.

Vincent RASTETTER

MALI, UN PAYS AU CŒUR DE TOUTES LES INTERROGATIONS

Déjà rudement marqué par deux coups d'État en moins d'un an, dont le dernier en mai 2021, le Mali a dû faire face à une nouvelle problématique quand, au mois de décembre de la même année, la junte militaire conduite par le colonel Assimi Goïta a annoncé la prolongation du gouvernement de transition. Il passe ainsi d'une durée initiale de six mois à cinq ans et marque un point de rupture entre le Mali et la CEDEAO, instance auprès de laquelle la junte s'était engagée à rendre le pouvoir aux civils en février 2022. Face à cette décision, la CEDEAO a décidé de répondre en soumettant le pays à un embargo économique qui pose déjà de sérieux problèmes à ses deux principaux partenaires commerciaux que sont le Sénégal et la Côte d'Ivoire, occasionnant de fortes interrogations quant au bien-fondé de cette mesure sachant que la CEDEAO est d'abord et avant tout une organisation économique.

Même son de cloche du côté des pays européens concernant l'avenir de la Task Force Takuba, puisque la junte malienne voit d'un mauvais œil la présence de forces étrangères sur son sol. Ce qui est étonnant quand on sait qu'ils font désormais appel au groupe de mercenaires russes Wagner. Cette méfiance s'accompagne également d'une semblable hausse du sentiment anti-français à la suite de la décision du président Macron de diminuer de 30% les effectifs de Barkhane.

Le tout récent putsch de la junte militaire burkinabè n'a fait qu'accroître ce sentiment dans la zone au moment même où l'opération Barkhane est en pleine restructuration. Il y a fort à penser que cette hausse pèsera dans la balance quand sera venu le temps de prendre une véritable décision concernant l'avenir de la plus grosse opération extérieure française depuis la fin de l'empire colonial français.

Maxime DUPINET



MANŒUVRES NAVALES CONJOINTES AVEC LA RUSSIE, LA CHINE ET L'IRAN DANS L'OCÉAN INDIEN

Des exercices navals conjoints ont pris place au nord de l'Océan Indien, dans le Golfe d'Oman, entre la Russie, la Chine et l'Iran. Prenant place sur trois jours consécutifs, du vendredi 21 au dimanche 23 janvier, ces exercices nommés CHIRU-2022 sont officiellement des "opérations de recherche et de sauvetage, tout en assurant la sécurité des voies navigables dans la région" a expliqué Mr. Dzhagaryan, diplomate Russe. Le but est de renforcer la sécurité commune, en luttant contre la piraterie ou le terrorisme, dont l'Iran est particulièrement victime. Des exercices similaires avaient déjà été organisés en 2019.

Au total, quatorze navires de combat et d'appui ont pris part aux exercices sur une superficie de 17 000 km². L'Iran a envoyé onze unités maritimes de l'armée, ainsi que trois unités de la Marine des Gardiens de la Révolution.

La Russie a également détaché des navires de la flotte du Pacifique, comprenant le croiseur Variag décoré de l'ordre de Nakhimov, le -

chasseur de sous-marin Amiral Tribouts et le navire-citerne Boris Boutoma.

Enfin, la Chine a envoyé le destroyer missile guidé Urumqi, le navire de ravitaillement Taihu, un hélicoptère embarqué ainsi que quarante membres du corps des Marines de l'Armée de Libération du Peuple (PLAMC).

Ces exercices prennent place suite à une visite officielle du Président Iranien Ebrahim Raissi en Russie et l'entrée en application de l'accord de coopération stratégique entre l'Iran et la Chine signé en 2020. Le renforcement des relations à travers des accords et des manœuvres militaires s'insère également dans cette période trouble, notamment avec les négociations nucléaires à Vienne dont fait l'objet l'Iran et les tensions entre les Occidentaux et la Russie à propos de l'Ukraine.

Aline MARIN



LES FORCES CHINOISES MULTIPLIENT LES PROVOCATIONS ET TESTS MILITAIRES AU-DESSUS DE TAÏWAN

Depuis trente ans, tous les moyens sont déployés par la Chine continentale pour obtenir, selon la formule du président Xi Jinping, « *la réunification* » avec la démocratie qu'est Taïwan. Mais ces dernières semaines, Pékin a employé les forces aériennes de l'Armée Populaire de Libération pour montrer son inébranlable détermination.

Ce 23 janvier, la République démocratique de Taiwan, que la Chine revendique comme son propre territoire, recense un nouveau pic d'incursions d'avions militaires inédit depuis octobre dernier. En effet, malgré la protection traditionnelle des Etats-Unis et la solide politique de défense taïwanaise, l'île dénombre 39 chasseurs J-10 et J-16, dont un bombardier à capacité nucléaire qui ont pénétré sa zone de défense.

Le gouvernement de Xi Jing Ping considère ouvertement Taiwan comme une « *province renégate* » appelée à rejoindre son giron. Mais Joseph Wu, le Ministre de la Défense Taïwanais a annoncé le soir même à Taipei, le décollage de leurs propres avions en guise de réplique face à l'oppresseur chinois.

Cette tension, émanant de l'Empire du Milieu revendiquant ces territoires maritimes voisins font de le mer Méridionale le théâtre de démonstrations de forces militaires qui ne sont pas près de s'arrêter, notamment depuis la prise de position du Japon et de l'Inde dans le Quad, alliance ravivée et renforcée pour contrer les vellétés chinoises.

Léane MARTIN



UN LEADER D'AL-QAÏDA CONDAMNÉ EN INDONÉSIE POUR LES ATTENTATS DE 2002 À BALI

Le 17 janvier dernier, le tribunal indonésien de Jakarta Est condamnait Arif Sunarso, dit Zulkarnean, à 15 ans de prison pour son implication dans les attentats de Bali de 2002. Cet homme était en effet le co-fondateur d'un groupe terroriste islamiste indonésien et il était accusé d'avoir planifié les attentats meurtriers du 12 octobre 2002. Une voiture piégée avait explosé et tué près de 190 personnes, majoritairement des touristes étrangers. D'autres attaques ont été perpétrées sous son commandement et les objets d'accusations relevaient de son implication dans ces crimes.

De plus, cette cellule terroriste était en contact direct avec Al-Qaïda, et Zulkarnean était notamment très investi dans son rôle important dans les camps d'entraînement en Afghanistan. Tous ces éléments ont permis au parquet de recommander la perpétuité pour l'accusé qui a fait appel et a trouvé gain de cause. De son côté, la défense a déclaré que son client acceptait la sentence des 15 ans d'incarcération. L'un des arguments phare de l'accusé résidait dans le fait qu'il n'était pas au courant des préparatifs de ses disciples apprentis pour cet attentat spécifique. Les juges ont estimé que la création d'une cellule terroriste était un chef d'accusation suffisant.

Anastasië ROBUCHON-LEE



AEROSPACE

L'ESPAGNE APPROUVE LE FINANCEMENT DU DRONE EUROPÉEN MÂLE

Depuis plus de 20 ans, l'Union Européenne se consacre à renforcer sa coopération en matière de défense, que ce soit par la création d'institutions spécialisées ou par des projets d'armement interétatiques. En effet, bien qu'elle soit devenue un acteur important sur la scène internationale, l'Union manque cruellement de matériel et de capacité opérationnelle ; pour résoudre ce problème, les états de l'Union recentrent leurs politiques d'innovations militaires en développant des équipements en collaboration avec d'autres États membres, dans l'optique de renforcer à la fois la capacité stratégique et la cohésion des européens. C'est dans ce cadre qu'en 2013, la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne avaient décidé de développer un drone MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance), spécialisé dans la collecte d'informations. Proposé par Airbus, le projet n'avait eu aucun mal à recevoir les financements français et italiens ;

quant aux allemands, malgré la prudence du Reichstag et du ministère de l'Économie, ils ont accordé leur feu vert en avril 2021. Cependant, l'Espagne, moins à l'aise économiquement, restait la principale inconnue de cette équation, les autres acteurs du projet redoutant que l'Espagne mette fin à celui-ci, faute de moyens. Finalement, l'Espagne a accepté, ce mardi 25 janvier 2022, de débloquer 3,1 milliards d'euros, en jouant notamment sur le soutien financier que le ministère de l'Industrie espagnole était prêt à apporter au ministère de la Défense. Ainsi, malgré le retard causé par la question du financement, les drones MALE devraient être finalisés en 2027 et livrés en 2028. Reste à savoir si ces retards d'ordre administratif impacteront ou non la valeur stratégique du drone, dont la modernité est un point crucial au sein d'un secteur qui évolue constamment.

Alexandre DELORME



CYBERSECURITY

L'ENJEU DE LA CYBERSÉCURITÉ AVEC LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE DE L'UNION EUROPÉENNE

La France a pris au 1er janvier 2022 et pour une durée de six mois la présidence de l'Union Européenne. La cybersécurité fait partie d'un de ses axes prioritaires de travail. Le numérique et l'innovation sont des enjeux primordiaux avec lesquels la France aimerait "faire de l'Europe le premier territoire technologique mondial" (Cédric O.), particulièrement dans un contexte de transformation numérique accélérée par la pandémie et la diffusion du télétravail. D'autant plus utile face aux attaques numériques régulières qui touchent les 27 pays membres de l'UE et leurs entreprises ou hôpitaux. Le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, G. Poupard, détaille ainsi le plan d'action de la France pour la cybersécurité. Le but étant de faire de la sécurité d'un État membre celle de tous afin de renforcer les moyens de défense de l'UE en cybersécurité. Aujourd'hui, il n'existe pas de modèle commun de sécurisation des structures informatiques de la Commission, du Parlement et du Conseil de l'UE. La faiblesse sécuritaire est donc collective face aux différentes cyberattaques. Par exemple, l'Agence européenne des médicaments a été touchée par une attaque en pleine pandémie de Covid-19.

Bien qu'il existe beaucoup de partages d'informations sur les menaces et les risques en matière de cybersécurité et que les directeurs des agences cyber nationales de chaque État membre échangent sur le réseau Cyclone en cas de crise, la solidarité européenne reste fragile. Il s'agit alors de progresser davantage sur une union politique afin d'apporter une réponse européenne. Pour cela, un exercice de simulation, au niveau opérationnel pour les directeurs d'agence nationale sera tenu fin janvier et le même courant février au niveau politique pour les 27 ministres des Affaires étrangères. La France souhaite donc mettre en place un véritable mécanisme de gestion de crise pour la cybersécurité certifié par les 27. De plus, la présidence française souhaite élargir le champ d'application de la directive "Network and Information Security" afin de protéger davantage de potentielles victimes. NIS consiste à instaurer une coopération efficace en Europe et à protéger les activités économiques et sociales toujours dans le même but de faire face collectivement aux risques d'attaques informatiques.

Lola MARTENS



SOURCES

- **EUROPE**

- **Exercice de l'OTAN "cold response"**

- Laurent Lagneau, OPEX 360, "L'Otan va déployer deux groupes aéronavals en mer de Norvège pour l'exercice Cold Response 2022"
- Thomas Nilsen, The Barents Observer, "Two NATO carrier groups will sail north for exercise Cold Response"

- **Nouvel accord militaire franco-grec**

- Ouest France avec AFP, "Un accord de défense historique entre la France et la Grèce pour faire face à la Turquie"
- France 24 News, "La France et la Grèce signent un accord de défense ; Athènes achète 3 navires de guerre"
- Le Parisien, "Le parlement grec ratifie un accord de défense historique avec la France"

- **Le chef de la marine allemande contraint à la démission**

- France 24 "Crise en Ukraine : le chef de la Marine allemande démissionne"

- **MOYEN-ORIENT:**

- **Les rebelles yéménites houthistes tirent sur les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite:**

- La Croix (avec AFP), "Les Émirats arabes unis sous des tirs de missiles de rebelles yéménites"
- Franceinfo (avec AFP), "Les Emirats arabes unis interceptent deux missiles lancés par les rebelles yéménites"
- L'express, "Les rebelles du Yémen tirent des missiles contre les Emirats et l'Arabie"
- France 24, "Les rebelles houthis tirent des missiles contre les Émirats et l'Arabie saoudite"

- **Des djihadistes d'une prison kurde en liberté après des combats entre les Forces Démocratiques Kurdes et des membres de L'Etat islamique:**

- RFI, "Syrie: 18 membres des forces de sécurité kurdes tués dans l'attaque de l'EI contre une prison"
- Le Figaro (avec AFP), "Syrie : près de 40 djihadistes de l'État islamique tués dans l'attaque d'une prison"
- Courrier International, "Syrie: plus de 70 morts en trois jours de combats entre les forces kurdes et l'EI"
- Le Monde, "Des djihadistes de l'EI en fuite après l'attaque d'une prison kurde dans le Nord-Est syrien"

SOURCES

• AFRIQUE

○ **Burkina Faso : dernière victime de la vague des coups d'Etat militaire en Afrique**

- Pierre Haski, Radiofrance, "L'« épidémie » de coups d'états militaires gagne le Burkina Faso"
- Sophie Douce, LeMondeAfrique, "Au Burkina Faso, un coup d'état militaire salué par la rue"
- LeMondeAfrique avec AFP, "Coup d'Etat au Burkina Faso : le parrain du groupe Wagner salue une « nouvelle ère de décolonisation »"

○ **Matériel militaire américain pour l'Égypte - progrès au niveau des droits humain en revanche ?**

- Joseph Stepanisky, Al Jazeera, "US to place conditions on fraction of aid to Egypt: US media"
- Stephen Losey, Defense News, "US approves \$2.2 billion sale of C-130J aircraft to Egypt"
- Daniel Uria, UPI, "U.S. State Department approves \$2.5 billion in arms sales to Egypt"
- Jennifer Hansler, CNN, "Biden administration authorizes \$2.5 billion in arms sales to Egypt despite human rights concerns"
- source image : <https://www.avionslegendaires.net/wp-content/uploads/2017/11/Gc130jsuperhercules-index.jpg>

○ **Mali, un pays au cœur de toutes les interrogations**

- LeMondeAfrique avec AFP, "Les dirigeants de la Cédéao placent le Mali sous embargo pour sanctionner le maintien de la junte au pouvoir"
- Mali : quel avenir pour la "Task Force Takuba" ?
- David RICH, France24, "Les sanctions de la Cédéao constituent "une impasse pour le Mali comme pour ses voisins" "
- LeMondeAfrique avec AFP, "Au Mali, les Assises nationales recommandent de prolonger la transition jusqu'à cinq ans"

• ASIE

○ **Manœuvres navales conjointes avec la Russie, la Chine et l'Iran dans l'Océan Indien :**

- RFI et Siavosh Ghazi. "L'Iran participe à des manœuvres navales conjointes avec la Russie et la Chine dans l'océan Indien". Rfi. (2022).
- Fabrice Floch. "Océan Indien : exercice naval conjoint de la Russie, de la Chine et de l'Iran". La1ère, Franceinfo. (2022).
- AFP. "Manœuvres de l'Iran, la Russie et la Chine contre la piraterie maritime". l24news. (2022)
- "Russie, Chine et Iran ont mené des exercices navals conjoints dans le golfe d'Oman". Français.rt.com. (2022).
- Amber Wang. "China, Iran, Russia carry out joint naval drills amid rising US headwinds". South China Morning Post. (2022).

SOURCES

○ **Les forces chinoises multiplient les provocations et tests militaires au-dessus de Taïwan:**

- "Vidéo. À Taïwan, l'armée simule une invasion chinoise pour montrer sa capacité de résistance". [courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com) (2022).
- François Vuillerme. "Conflit Chine / Taïwan: tout ce qu'il faut savoir!". [sherpas.com](https://www.sherpas.com) (2020).
- AFP et Le Monde. "Taïwan recense un nouveau pic d'incursions d'avions de guerre en provenance de Chine". [lemonde.fr](https://www.lemonde.fr) (2022).
- Vo Trung Dung. "L'ombre des porte-avions chinois sur Taïwan". [asiepacifique.fr](https://www.asiepacifique.fr) (2022).
- Le Figaro et AFP. "Taïwan dénonce la deuxième plus grande incursion d'avions de guerre chinois". [lefigaro.fr](https://www.lefigaro.fr) (2022).
- Marc Perelman. "Pour le ministre taïwanais des Affaires étrangères, la menace chinoise est "très sérieuse". [france24.com](https://www.france24.com) (2022).
- Le Figaro et AFP. "Les opérations chinoises près de Taïwan ressemblent à une «répétition», estime le chef du Pentagone". [lefigaro.fr](https://www.lefigaro.fr) (2022).

○ **Un leader d'Al-Qaïda condamné en Indonésie pour les attentats de 2002 à Bali**

- AFP. "Attentats de Bali : un leader islamiste condamné à 15 ans de prison". [ipreunion.com](https://www.ipreunion.com) (2022)
- L'OBS et AFP. "Attentats de Bali : un leader islamiste condamné à 15 ans de prison". [nouvelobs.com](https://www.nouvelobs.com) (2022)
- Niniek Karmini. "Indonesian Militant Gets 15 Years in Prison Over Bali Attacks". [thediplomat.com](https://www.thediplomat.com) (2022)
- Le Monde et AFP. "L'attentat contre les étrangers à Bali fait au moins 190 morts". [lemonde.fr](https://www.lemonde.fr) (2002)

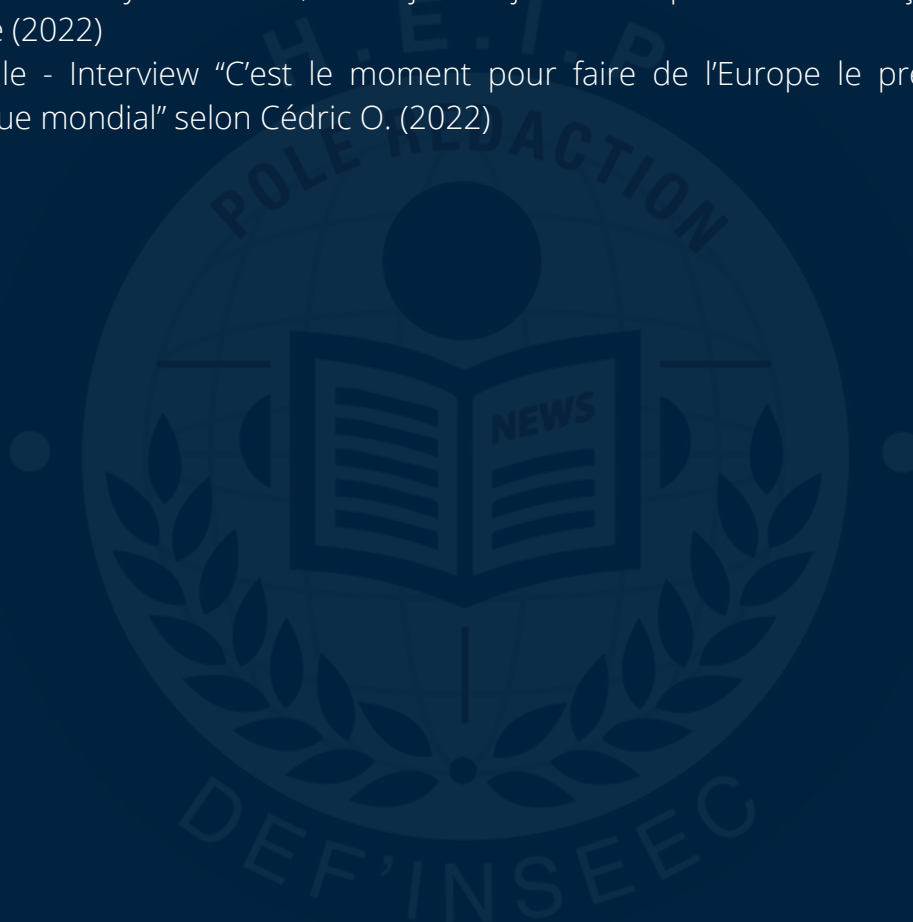
● **AÉROSPACE**

- Les Échos - Défense : l'Eurodrone enfin en piste après le feu vert espagnol (2022)
- Opex360 - L'Espagne débloque 1,7 milliard d'euros pour financer le projet de drone MALE européen (2022)
- BFM Business - L'Espagne donne (enfin) son accord au lancement du programme Eurodrone (2022)
- Aviation Week - Spain approves Eurodrone spending, contract signature to follow (2022)

SOURCES

- **CYBERSECURITY**

- Le Monde - "Il faut se demander si la France peut continuer à se passer d'une forte coordination stratégique de la cybersécurité auprès du président" (2022)
- Le Figaro - Présidence française de l'UE "L'Europe doit être plus solidaire sur le cyber" (2022)
- Usine digitale - La cybersécurité, un enjeu majeur de la présidence française de l'Union Européenne (2022)
- Usine digitale - Interview "C'est le moment pour faire de l'Europe le premier territoire technologique mondial" selon Cédric O. (2022)





SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

